Ce serait contredire l'intention du législateur que de ne pas inclure sur les listes électorales les noms de toutes les personnes à qui la législature a accordé le droit de vote.

Puisque les personnes seules dont les noms sont sur les listes électorales peuvent voter, et que la liste électorale est faite chaque année d'après le rôle d'évaluation, il est évident que ces personnes ont le droit d'être mises sur le rôle d'évaluation chaque année.

Reste la question de savoir s'il y a appel seulement lorsqu'une plainte a été faite par écrit.

L'appel est accordé par l'article 1061 du Code Municipal, tel qu'amendé par les Statuts Refondus de Québec, article 6218 :

"50. De tout refus ou négligence par un conseil local, de prendre en considération une plainte écrite produite en vertu de l'article 735, ou pour obtenir la révision ou l'amendement du rôle d'évaluation en conformité des articles 746 et 746A."

L'intimée prétend que ce paragraphe n'accorde l'appel que lorsqu'il a été produit une plainte écrite, en vertu de l'article 735 ou (*une plainte écrite*) pour obtenir la révision et l'amendement du rôle d'évaluation en conformité des articles 746 et 746A.

L'appelant, au contraire, prétend qu'il y a appel, lorsque le conseil a refusé de prendre en considération une plainte écrite produite en vertu de l'article 735, et (*aussi, qu'il y a appel*) pour obtenir la révision et l'amendement du rôle d'évaluation, en conformité des articles 746 et 746A.

Pour résoudre la difficulté qui provient de l'ambiguïté de la phraséologie il convient de dire que l'article 735 C.M. se rapporte à l'examen du rôle d'évaluation qui se fait tous les trois ans, et les articles 746 et 746A concernent la correction annuelle du rôle d'évaluation. L'article 735 porte que la demande de révision du rôle triennal doit être faite par écrit le ou avant le jour fixé pour l'examen du rôle, ou en articulant verbalement la plainte devant le conseil, lors de cet examen.

Article 736. Le conseil donne un avis du jour où il procédera à l'examen.

Article 737. Le conseil doit prendre connaissance des plaintes écrites ou articulées

verbalement devant lui et entendre toutes les parties intéressées et leurs témoins.

L'article 746 qui se rapporte à la révision annuelle du rôle, porte que le conseil doit d'abord entrer les noms des nouveaux propriétaires ou occupants qui ont remplacé ceux qui étaient portés précédemment sur le rôle. L'article 746A porte que le conseil local doit, chaque année qu'il n'est pas fait un nouveau rôle d'évaluation, réviser et amender le rôle d'évaluation en vigueur, et en se conformant aux formalités prescrites par les articles 736, 737 et 738.

Or l'article 737 parle de plaintes écrites ou verbales; l'article 738 se rapporte au mode de faire les changements sur le rôle. L'article 746A ajoute que les amendements ainsi faits au rôle d'évaluation, entrent immédiatement en vigueur, sujets néanmoins à l'appel à la Cour de Circuit.

Il y a donc appel à la Cour de Circuit de tous les amendements faits au rôle d'évaluation en vertu des articles 746 et 746A. Or ces amendements peuvent se faire sur demande écrite ou verbale; dans les deux cas il y a appel à la Cour de Circuit.

Il me semble donc que l'appel existe, même si la demande n'avait pas été faite par écrit, lorsqu'il s'agit de la révision annuelle du rôle d'évaluation. L'article 1061 du Code municipal est complété et expliqué par la fin de l'article 746A.

Je me demande pourquoi l'appel est accordé lorsqu'une plainte écrite est faite en vertu de l'article 735 pour le rôle triennal, et pourquoi il serait refusé lorsque la plainte est faite verbalement, lorsque ces deux modes sont admis par la loi. Je ne vois pas d'autre raison que l'incertitude qui pourrait exister sur une demande verbale.

J'en conclus que chaque fois que la demande est faite d'une manière assez précise pour qu'il n'y ait point de doute sur les noms des personnes que l'on a voulu faire inscrire ou rayer, l'appel doit exister, pourvu qu'il en reste quelque trace par écrit. Suivant moi, l'intention de la loi serait accomplie et les fins de la justice obtenues, si le procès-verbal de la séance, par exemple, contenait mention de la demande faite et les noms que l'on a voulu faire ajouter ou retrancher. J'en dirais encore autant de tout écrit sur lequel